

Lundi 10 janvier 2011

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  *travailleurs communiste révolutionnaire*

Vent de révolte en Tunisie et en Algérie : Travailleurs de tous les pays unissons-nous

Alors que depuis trois semaines les manifestations se succèdent en Tunisie, les jeunes se révoltent aussi maintenant en Algérie. Les gouvernements répondent par une répression sauvage ayant déjà fait au moins 3 morts en Algérie, 14 en Tunisie. (Le nombre réel serait même deux à trois fois plus élevé selon l'opposition). S'y ajoutent des centaines de blessés et des milliers d'arrestations.

En Tunisie, l'explosion sociale a débuté suite au suicide d'un jeune diplômé au chômage, vendeur de légumes ambulants. Elle s'étend de villes en villes et à des couches de plus en plus larges d'une population qui souffre de la pauvreté, de l'injustice et de la corruption que fait régner le régime du dictateur Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans. L'envers du « *miracle économique* », avec les délocalisations en Tunisie de l'industrie textile ou des centres d'appel, avec les stations touristiques paradisiaques. Le taux de chômage de 15,7 % laisse sans débouché même les jeunes titulaires d'un diplôme universitaire. Mais il a valu à Ben Ali les félicitations de Sarkozy, et celles du socialiste Strauss-Kahn, directeur du FMI, jugeant que ses « *réformes* » ont « *permis au pays de réduire l'impact de la crise financière et économique internationale* ».

La mobilisation de la jeunesse tunisienne a entraîné des travailleurs, reçu le soutien de militants syndicaux et politiques, dans un pays qui a connu ces dernières années une montée du mécontentement, avec notamment la grève dans le bassin minier de Gafsa en 2008 : un an de grève, des dizaines de militants syndicaux jetés en prison.

En Algérie, il a suffi de la récente hausse des prix des produits de première nécessité comme l'huile ou le sucre (respectivement de 20 et 80 % en moins de 3 mois !) et de l'exemple de la révolte des jeunes de Tunisie pour que la colère y explose à son tour. Comme en Tunisie le mécontentement social est général et ses causes semblables. Sur consignes du FMI, depuis 1994, l'Etat algérien a

divisé la valeur du dinar par 20, pour offrir des ouvriers algériens presque gratuits aux investisseurs français et occidentaux pendant que les prix continuent de flamber.

Il y a un an, presque jour pour jour, les travailleurs de l'usine automobile de Rouiba (qui fabrique bus et camions) en banlieue d'Alger, se mettaient en grève contre l'allongement des cotisations de retraites et une « revalorisation » jugée totalement dérisoire du Smic algérien, qui ne se monte qu'à 15 000 dinars, soit 157 €. Elle a été suivie de grèves d'enseignants, de médecins, d'ouvriers du complexe sidérurgique Arcelor-Mittal d'El Hadjar ou, tout récemment, de dockers du port d'Alger. Des manifestations et blocages de routes éclatent spontanément à cause des pénuries de lait ou de pain, des coupures d'électricité, des manques de logements, ou des distributions de HLM grevés par la corruption.

Pour l'Etat et le patronat algériens, c'est pourtant l'opulence financière grâce aux revenus du pétrole et du gaz. Mais elle ne profite qu'à une toute petite minorité de riches parasites.

Cette révolte des jeunes qui sortent dans la rue spontanément et s'attaquent à tout ce qui peut représenter l'Etat de près ou de loin, reste encore désorganisée et manque d'objectifs précis. C'est la classe ouvrière (débordant des directions syndicales progouvernementales en Algérie comme en Tunisie) qui pourrait lui donner des perspectives.

Et pas seulement au Maghreb.

La mobilisation en Tunisie et en Algérie suit de près le bouillonnement social en Grèce, au Portugal, en France, en Angleterre, en Italie. Elle montre que partout, contre la crise et contre ceux qui veulent nous la faire payer, la lutte des travailleurs est à l'ordre du jour. Elle se propagerait par delà les frontières, pour en finir avec ce système capitaliste qui est en train de conduire le monde à la misère.

Après Austin Powers, Renault Powers

Trois cadres dirigeants de Renault, membres d'une « *filière organisée internationale* », auraient touché de l'argent d'un constructeur chinois, via des comptes bancaires en Suisse, en échange de projets de brevets sur le véhicule électrique... On en apprend plus par les médias qu'en interne, où l'affaire se résumerait à la divulgation d'un QCD (Qualité-Coût-Délai) et où aucune « *pépite technologique* » n'aurait été divulguée. Vraiment ?

Panier de crabes

Entre les rois mages qui livreraient des secrets à la Chine et Carlos Ghosn, le financier, accusé de délocaliser et de sacrifier Renault au profit de Nissan, Samsung ou Dacia, la cote du staff dirigeant de Renault à un coup dans l'aile. Au fait, qui a dit « *producteurs sauvons-nous nous-mêmes* » ?

A espion, espion et demi

La France, plus encore que la Chine et la Russie, serait le pays le plus actif en matière d'espionnage industriel, rapporte le journal norvégien Aftenposten sur la foi de télégrammes diplomatiques obtenus par WikiLeaks. Eric Besson, pour qui Renault fait face à une « *guerre économique* », sait donc de quoi il parle.

La crise ! Quelle crise ?

En 2010, Renault a réalisé un record des ventes, surpassant le record de 2005 : 2,6 millions de véhicules vendus, +14 % par rapport à 2009. L'action Renault a pris +8,6 % depuis le 1^{er} janvier.

La direction avait pourtant annoncé une année 2010 difficile pour justifier le chômage partiel et le blocage des salaires. Elle compte refaire le même coup pour 2011 ?

Tout augmente sauf les salaires

En 2010, le gazole a augmenté de 14,4 %, l'essence de 11,2 %, l'immobilier de 8,7 %. Et ça continue en 2011 : au 1^{er} janvier la consultation chez le médecin passe à 23 €, la mutuelle Renault augmente de 6 %, les assurances auto de 2,5 à 4,5 %, les assurances habitation de 3 à 8 %...

La hausse des prix est bien plus forte que l'inflation officielle... et que les AGS chez Renault : 0,7 % en deux ans ! Pour rattrapper cette perte, il faudrait une Augmentation Générale des Salaires d'au moins 300 €.

Renault invente la discrimination équitable

Selon le guide pratique 2010 des entretiens individuel, le manager doit évaluer son équipe de façon « *équitable et discriminante* » ! Il lui est donc interdit de mettre la même note à tous, même s'ils la méritent. Il faut bien appliquer les quotas de notation...

Les Vestalia ne sont pas d'accord

Les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) entre la direction et les syndicats de Vestalia se sont terminées sur un constat de désaccord. La direction a refusé d'aller au-delà de 0,6 % d'Augmentation Générale (AGS) et de 0,8 % d'Augmentation Individuelle (AI) pour les Techniciens (ETAM) et de 1,65 % d'AI pour les Cadres en 2011. Des miettes !

C'est par la grève que les salariés de Vestalia ont obtenu en février 2010 un 13^{ème} mois. Puisque les NAO vont commencer à Renault, ce serait l'occasion de s'y mettre tous ensemble.

Jour noir après la nuit blanche

Stéphane, cuisinier au Botanique et salarié d'Avenance, a glissé sur une plaque de verres dans l'enceinte du Technocentre. Il est décédé quelques jours plus tard des suites de sa chute sur la tête.

Mais pas le moindre flash info sur ce drame. La direction a été plus prolixe sur sa folle nuit blanche.

Un nouveau fournisseur coulé par Renault

La société qui assurait les formations de Français et de Math dans les Espaces de Formations Individualisés (EFI) Renault de la région parisienne depuis 17 ans a été mise en liquidation judiciaire en décembre 2010. Six salariés ont reçu leur lettre de licenciement.

C'est la conséquence de la pression sur les coûts mise par Renault : baisse de 6 % du taux journalier chaque année et division par deux du contrat en 2011. C'est pourtant Renault qui avait suscité la création de Cap Evolution, ex-Syreme. Alors Renault doit réembaucher les salariés licenciés.

Passe ton badge d'abord

Comme chaque année à la reprise de janvier après la fermeture de fin d'année, les prestataires ont découvert que leur badge avait été dévalidé. Il a fallu passer par le badge visiteur. En ce qui concerne les conditions de travail des prestataires, anticipation et capitalisation ne sont pas le fort de la direction.

En 2011, les usagers boiront la tasse

Depuis le 10 janvier, les lignes 500 et 460T s'arrêtent à la gare de Saint Quentin, obligeant les usagers à prendre un autre bus pour venir au Technocentre. La direction, adepte de la méthode Coué, martèle que ce changement supplémentaire n'entraînera pas de temps de transport supplémentaire. Pour le premier jour, c'était raté.

Elle organise même une opération de charme avec petit-déjeuner vendredi matin à la gare routière pour tenter de calmer le mécontentement. Comme si les usagers ne buaient pas assez la tasse.